▼ **M10**

CHAPITRE 31

MODÈLE DE CERTIFICAT ZOOSANITAIRE/OFFICIEL POUR L'ENTRÉE DANS L'UNION DE MOLLUSQUES BIVALVES, D'ÉCHINODERMES, DE TUNICIERS, DE GASTÉROPODES MARINS VIVANTS ET DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE ISSUS DE CES ANIMAUX DESTINÉS À LA CONSOMMATION HUMAINE (MODÈLE MOL-HC)

PAYS		Certificat zoosanitaire/officiel pour l'Union européenne		
Partie I: Description de l'envoi	I.1 Expéditeur/Exportateur Nom Adresse Pays	I.2 Référence du certificat	I.2a Référence IMSOC	
	Code ISO du pays	I.3 Autorité centrale compétente	CODE QR	
		I.4 Autorité locale compétente		
	I.5 Destinataire/Importateur Nom Adresse Pays	I.6 Opérateur responsable de l'envoi Nom Adresse Pays		
	Code ISO du pays	Code ISO du pays		
	I.7 Pays d'origine	Code ISO du pays	I.9 Pays de destination	Code ISO du pays
	I.8 Région d'origine	Code	I.10 Région de destination	Code
	I.11 Lieu d'expédition Nom Adresse Pays	Numéro d'enregistrement/d'agrément	I.12 Lieu de destination Nom Adresse Pays	Numéro d'enregistrement/d'agrément Code ISO du pays
	I.13 Lieu de chargement		I.14 Date et heure du départ	
	I.15 Moyen de transport ☐ Aéronef ☐ Navire ☐ Train ☐ Véhicule routier Identification		I.16 Poste de contrôle frontalier d'entrée	
		I.17 Documents d'accompagnement Type Pays Référence du document commercial		
		Code	Code ISO du pays	
I.18 Conditions de transport	☐ Température ambiante	☐ Réfrigération	☐ Congélation	
I.19 Numéro des conteneurs/Numéro des scellés Numéro des conteneurs	Numéro des scellés			

▼ **M10**

I.20 Certifié en tant que ou aux fins de					
☐ Produits destinés à la consommation humaine		☐ Animaux aquatiques vivants destinés à la consommation humaine		☐ Centre d'expédition	
				☐ Transformation ultérieure	
I.21 ☐ Pour transit			I.22 ☐ Pour le marché intérieur		
Pays tiers		Code ISO du pays		I.23	
I.24 Nombre total de conditionnements		I.25 Quantité totale		I.26 Poids net/brut total (kg)	
I.27 Description de l'envoi					
Code NC	Espèce	Entrepôt frigorifique	Marque d'identification	Type de conditionnement	Poids net
		Type de traitement	Nature de la marchandise	Nombre de conditionnements	Numéro du lot
☐ Consommateur final		Date de collecte/de production	Atelier de production		

▼ M10

PAYS		Modèle de certificat MOL-HC	
	II. Informations sanitaires	II.a Référence du certificat	II.b Référence IMSOC
Partie II: Certification	II.1. ⁽¹⁾Attestation de santé publique [à supprimer lorsque l'Union n'est pas la destination finale des mollusques bivalves, échinodermes, tuniciers, gastéropodes marins vivants et produits d'origine animale qui en sont issus] Je soussigné déclare avoir connaissance des exigences applicables des règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 178/2002 ⁽¹⁾, (CE) n° 852/2004 ⁽²⁾, (CE) n° 853/2004 ⁽³⁾ et (UE) 2017/625 (règlement sur les contrôles officiels) ⁽⁴⁾ et certifie que les ⁽⁴⁾[mollusques bivalves vivants] ⁽⁴⁾[échinodermes vivants] ⁽⁴⁾[tuniciers vivants] ⁽⁴⁾[gastéropodes marins vivants] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale dérivés de mollusques bivalves vivants/d'échinodermes vivants/de tuniciers vivants/de gastéropodes marins vivants] décrits dans la partie I ont été produits conformément à ces exigences, et notamment que: a) ils ont été obtenus dans une (des) région(s) ou un (des) pays en provenance de laquelle (desquelles)/duquel (desquels), à la date de délivrance du présent certificat zoosanitaire/officiel, l'entrée dans l'Union ⁽⁴⁾[de mollusques bivalves vivants] ⁽⁴⁾[d'échinodermes vivants] ⁽⁴⁾[de tuniciers vivants] ⁽⁴⁾[de gastéropodes marins vivants] ⁽⁴⁾[de produits d'origine animale dérivés de mollusques bivalves vivants/d'échinodermes vivants/de tuniciers vivants/de gastéropodes marins vivants] est autorisée, et qui est (sont) répertoriée(s)/répertorié(s) à l'annexe VIII du règlement d'exécution (UE) 2021/405 de la Commission ⁽⁵⁾; b) ils proviennent d'un ou de plusieurs établissements appliquant les dispositions générales en matière d'hygiène et un programme fondé sur les principes du système d'analyse des dangers et points critiques pour leur maîtrise (HACCP), conformément à l'article 5 du règlement (CE) n° 852/2004, régulièrement audité par les autorités compétentes, et répertoriés en tant qu'établissements agréés de l'Union; c) ils ont été récoltés, au besoin reparqués, et transportés conformément à l'annexe III, section VII, chapitres I et II, du règlement (CE) n° 853/2004; d) ⁽⁴⁾[ils ont été manipulés, au besoin purifiés, et emballés conformément à l'annexe III, section VII, chapitres III et IV, du règlement (CE) n° 853/2004]; e) ⁽⁴⁾[ils ont été préparés, transformés, congelés et décongelés de façon hygiénique dans le respect des exigences fixées à l'annexe III, section VIII, chapitres III et IV, du règlement (CE) n° 853/2004]; f) ils satisfont aux normes sanitaires fixées à l'annexe III, section VII, chapitre V, du règlement (CE) n° 853/2004, ⁽⁴⁾[à l'annexe III, section VIII, chapitre V, du règlement (CE) n° 853/2004] et aux critères énoncés dans le règlement (CE) n° 2073/2005 de la Commission ⁽⁶⁾; g) ils ont été emballés, entreposés et transportés conformément à ⁽⁴⁾[l'annexe III, section VII, chapitres VI et VIII, du règlement (CE) n° 853/2004] ⁽⁴⁾[l'annexe III, section VIII, chapitres VI, VII et VIII, du règlement (CE) n° 853/2004]; h) ils ont été marqués et étiquetés conformément à ⁽⁴⁾[l'annexe II, section I, et à l'annexe III, section VII, chapitre VII, du règlement (CE) n° 853/2004] ⁽⁴⁾[l'annexe II, section I, du règlement (CE) n° 853/2004];		

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires (JO L 31 du 1.2.2002, p. 1).

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (JO L 139 du 30.4.2004, p. 1).

⁽³⁾ Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale (JO L 139 du 30.4.2004, p. 55).

⁽⁴⁾ Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels) (JO L 95 du 7.4.2017, p. 1).

⁽⁵⁾ Règlement d'exécution (UE) 2021/405 de la Commission du 24 mars 2021 établissant les listes des pays tiers ou régions de pays tiers en provenance desquels l'entrée dans l'Union de certains animaux et biens destinés à la consommation humaine est autorisée conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil (JO L 114 du 31.3.2021, p. 118).

⁽⁶⁾ Règlement (CE) n° 2073/2005 de la Commission du 15 novembre 2005 concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires (JO L 338 du 22.12.2005, p. 1).

▼ M10

- i) s'il s'agit de pectinidés, de gastéropodes marins et d'échinodermes non filtreurs récoltés en dehors des zones de production classifiées, ceux-ci satisfont aux exigences particulières de l'annexe III, section VII, chapitre IX, du règlement (CE) n° 853/2004;
- j) ils proviennent d'une zone de production classifiée conformément à l'article 52 du règlement d'exécution (UE) 2019/627 de la Commission ^(f) comme [A] [B] ou [C] au moment de leur récolte (*indiquer la classification de la zone de production au moment de la récolte*) (excepté pour les pectinidés, les gastéropodes marins et les échinodermes non filtreurs, qui sont récoltés en dehors des zones de production classifiées);
- k) ils ont subi de manière satisfaisante les contrôles officiels prévus ⁽⁴⁾[aux articles 51 à 66 du règlement d'exécution (UE) 2019/627 ou à l'article 11 du règlement délégué (UE) 2019/624 de la Commission ^(g)] ⁽⁴⁾[aux articles 69, 70 et 71 du règlement d'exécution (UE) 2019/627];
- l) ils satisfont aux garanties applicables aux animaux vivants et produits dérivés, s'ils sont d'origine aquacole, prévues par les plans relatifs aux résidus présentés conformément à l'article 29 de la directive 96/23/CE du Conseil ^(h), et les animaux et produits concernés sont répertoriés dans la décision 2011/163/UE de la Commission ⁽ⁱ⁾ pour le pays d'origine concerné;
- m) ils ont été produits dans des conditions garantissant la conformité avec les limites maximales applicables aux résidus de pesticides fixées dans le règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil ^(j) et avec les teneurs maximales applicables aux contaminants fixées dans le règlement (CE) n° 1881/2006 de la Commission ^(k).

⁽²⁾[II.2. Attestation de santé animale pour les mollusques bivalves vivants appartenant aux ⁽³⁾espèces répertoriées destinés à la consommation humaine et les produits d'origine animale issus de ces mollusques qui sont destinés à une transformation ultérieure dans l'Union avant consommation humaine, à l'exclusion des mollusques sauvages et de leurs produits débarqués de navires de pêche

Je soussigné, vétérinaire officiel, certifie que:

- II.2.1. Selon les informations officielles, les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants visés dans la case I.27 de la partie I, proviennent d'animaux qui] satisfont aux exigences suivantes en matière de santé animale:
  - II.2.1.1. ils sont originaires d'un ⁽⁴⁾[établissement] ⁽⁴⁾[habitat] qui ne fait pas l'objet de mesures nationales de restriction pour des motifs de police sanitaire ou en raison de taux de mortalité anormaux sans cause déterminée, y compris les maladies répertoriées à l'annexe I du règlement délégué (UE) 2020/692 de la Commission ^(l) et les maladies émergentes concernées;

^(f) Règlement d'exécution (UE) 2019/627 de la Commission du 15 mars 2019 établissant des modalités uniformes pour la réalisation des contrôles officiels en ce qui concerne les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (CE) n° 2074/2005 de la Commission en ce qui concerne les contrôles officiels (JO L 131 du 17.5.2019, p. 51).

^(g) Règlement délégué (UE) 2019/624 de la Commission du 8 février 2019 concernant des règles spécifiques pour la réalisation des contrôles officiels en rapport avec la production de viande et les zones de production et de reparcage des mollusques bivalves vivants conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil (JO L 131 du 17.5.2019, p. 1).

^(h) Directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits et abrogeant les directives 85/358/CEE et 86/469/CEE et les décisions 89/187/CEE et 91/664/CEE (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10).

⁽ⁱ⁾ Décision 2011/163/UE de la Commission du 16 mars 2011 relative à l'approbation des plans soumis par les pays tiers conformément à l'article 29 de la directive 96/23/CE du Conseil (JO L 70 du 17.3.2011, p. 40).

^(j) Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (JO L 70 du 16.3.2005, p. 1).

^(k) Règlement (CE) n° 1881/2006 de la Commission du 19 décembre 2006 portant fixation de teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires (JO L 364 du 20.12.2006, p. 5).

^(l) Règlement délégué (UE) 2020/692 de la Commission du 30 janvier 2020 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles applicables à l'entrée dans l'Union d'envois de certains animaux, produits germinaux et produits d'origine animale, ainsi qu'aux mouvements et à la manipulation de ces envois après leur entrée dans l'Union (JO L 174 du 3.6.2020, p. 379).

▼ M10

	II.2.1.2. les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques ne sont pas destinés à être mis à mort] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants proviennent d'animaux qui n'étaient pas destinés à être mis à mort] dans le cadre d'un programme national d'éradication de maladies, y compris les maladies répertoriées à l'annexe I du règlement délégué (UE) 2020/692 de la Commission et maladies émergentes pertinentes. ⁽⁴⁾[II.2.2. Les ⁽⁴⁾[animaux d'aquaculture visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux d'aquaculture autres que des animaux d'aquaculture vivants visés dans la case I.27 de la partie I, proviennent d'animaux qui] satisfont aux exigences suivantes: II.2.2.1. ils proviennent d'un établissement aquacole qui est ⁽⁴⁾[enregistré] ⁽⁴⁾[agrée] par, et sous le contrôle de, l'autorité compétente du pays tiers ou du territoire d'origine, et qui a mis en place un système pour conserver et tenir à jour pendant au moins trois ans des registres contenant des informations concernant: i) les espèces, les catégories et le nombre d'animaux d'aquaculture présents dans l'établissement; ii) les mouvements d'animaux aquatiques à destination de l'établissement et d'animaux d'aquaculture au départ de celui-ci; iii) la mortalité dans l'établissement; II.2.2.2. ils proviennent d'un établissement aquacole où un vétérinaire procède régulièrement à des visites sanitaires afin de détecter des signes d'apparition de maladies, dont les maladies répertoriées à l'annexe I du règlement délégué (UE) 2020/692 et les maladies émergentes concernées, et de fournir des informations sur celles-ci, à une fréquence proportionnelle au risque posé par l'établissement.] II.2.3. Exigences générales en matière de santé animale Les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants visés dans la case I.27 de la partie I, proviennent d'animaux qui] satisfont aux exigences suivantes en matière de santé animale: ⁽⁴⁾[II.2.3.1. ils sont soumis aux exigences fixées dans la partie II.2.4 et sont originaires ⁽⁴⁾[d'un pays] ⁽⁴⁾[d'un territoire] ⁽⁴⁾[d'une zone] ⁽⁴⁾[d'un compartiment] désigné(e) par le ⁽⁵⁾code: ___ - ___ qui, à la date de délivrance du présent certificat zoosanitaire/officiel est répertorié(e) à l'annexe XXI, partie 1, du règlement d'exécution (UE) 2021/404 de la Commission ^(w) pour l'entrée dans l'Union ⁽⁴⁾[d'animaux aquatiques] ⁽⁴⁾[de produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que les animaux aquatiques vivants];] ⁽⁴⁾[II.2.3.2. ce sont des animaux aquatiques qui ont été soumis à une inspection clinique par un vétérinaire officiel dans les 72 heures ayant précédé le chargement en vue de leur expédition dans l'Union. Au cours de l'inspection, les animaux ne présentaient aucun symptôme clinique de maladie transmissible et aucun problème pathologique n'était signalé dans les registres de l'établissement;] II.2.3.3. ce sont des animaux aquatiques expédiés vers l'Union directement depuis leur lieu d'origine; II.2.3.4. ils n'ont pas été en contact avec des animaux aquatiques de statut sanitaire inférieur.

^(w) Règlement d'exécution (UE) 2021/404 de la Commission du 24 mars 2021 établissant les listes des pays tiers, territoires et zones de pays tiers et territoires en provenance desquels l'entrée dans l'Union d'animaux, de produits germinaux et de produits d'origine animale est autorisée conformément au règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil (JO L 114 du 31.3.2021, p. 1).

▼ M10

⁽⁴⁾⁽⁶⁾ [II.2.4.	Exigences particulières en matière de santé
⁽⁴⁾ [II.2.4.1.	Exigences applicables aux ⁽³⁾espèces répertoriées pour l'infection à <i>Mikrocytos mackini</i> ou l'infection à <i>Perkinsus marinus</i> Les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants visés dans la case I.27 de la partie I proviennent d'animaux qui] sont originaires ⁽⁴⁾[d'un pays] ⁽⁴⁾[d'un territoire] ⁽⁴⁾[d'une zone] ⁽⁴⁾[d'un compartiment] déclaré(e) indemne ⁽⁴⁾[d'infection à <i>Mikrocytos mackini</i>] ⁽⁴⁾[d'infection à <i>Perkinsus marinus</i>] conformément à des conditions qui sont au moins aussi strictes que celles fixées à l'article 66 ou à l'article 73, paragraphe 1, et à l'article 73, paragraphe 2, point a), du règlement délégué (UE) 2020/689 de la Commission ⁽⁵⁾ et, s'il s'agit d'animaux aquatiques, les ⁽³⁾espèces répertoriées pour la ou les maladies concernées: i) sont toutes introduites d'un autre pays, d'un autre territoire, d'une autre zone, d'un autre compartiment qui a été déclaré(e) indemne de la ou des mêmes maladies; ii) ne sont, pour aucune d'entre elles, vaccinées contre ⁽⁴⁾[cette maladie] ⁽⁴⁾[ces maladies].]
⁽⁴⁾⁽⁷⁾ [II.2.4.2.	Exigences applicables aux ⁽³⁾espèces répertoriées pour l'infection à <i>Marteilia refringens</i>, l'infection à <i>Bonamia exitiosa</i> ou l'infection à <i>Bonamia ostreae</i> Les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants visés dans la case I.27 de la partie I proviennent d'animaux qui] sont originaires ⁽⁴⁾[d'un pays] ⁽⁴⁾[d'un territoire] ⁽⁴⁾[d'une zone] ⁽⁴⁾[d'un compartiment] déclaré(e) indemne ⁽⁴⁾[d'infection à <i>Marteilia refringens</i>], ⁽⁴⁾[d'infection à <i>Bonamia exitiosa</i>] ⁽⁴⁾[d'infection à <i>Bonamia ostreae</i>] conformément au chapitre 4, partie II, du règlement délégué (UE) 2020/689 et, s'il s'agit d'animaux aquatiques, les ⁽³⁾espèces répertoriées pour la ou les maladies concernées: — sont toutes introduites d'un autre pays, d'un autre territoire, d'une autre zone, d'un autre compartiment qui a été déclaré(e) indemne de la ou des mêmes maladies; — ne sont, pour aucune d'entre elles, vaccinées contre ⁽⁴⁾[cette maladie] ⁽⁴⁾[ces maladies].]
⁽⁴⁾⁽⁸⁾ [II.2.4.3.	Exigences applicables aux ⁽⁹⁾espèces sensibles à l'infection à l'herpès virus de l'huître 1 µvar (<i>OsHV-1 µvar</i>) Les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants visés dans la case I.27 de la partie I proviennent d'animaux qui] sont originaires ⁽⁴⁾[d'un pays] ⁽⁴⁾[d'un territoire] ⁽⁴⁾[d'une zone] ⁽⁴⁾[d'un compartiment] qui offre les garanties sanitaires concernant l'herpès virus de l'huître 1 µvar (<i>OsHV-1 µvar</i>) qui sont nécessaires pour satisfaire aux mesures nationales applicables dans l'État membre de destination, conformément à l'article 175 du règlement délégué (UE) 2020/692, mesures pour lesquelles l'État membre ou la partie d'État membre figure à ⁽⁴⁾[l'annexe I] ⁽⁴⁾[l'annexe II] de la décision d'exécution (UE) 2021/260 de la Commission ⁽⁶⁾.]
ou ⁽⁴⁾⁽⁶⁾ [II.2.4.	Exigences particulières en matière de santé Les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants visés dans la case I.27 de la partie I proviennent d'animaux qui] sont destinés à un établissement d'alimentation d'origine aquatique apte à la lutte contre les maladies dans l'Union qui est agréé conformément à l'article 11 du règlement délégué (UE) 2020/691 de la Commission ⁽⁷⁾, dans lequel ils seront transformés à des fins de consommation humaine.]

⁽⁵⁾ Règlement délégué (UE) 2020/689 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles applicables à la surveillance, aux programmes d'éradication et au statut «indemne» de certaines maladies répertoriées et émergentes (JO L 174 du 3.6.2020, p. 211).

⁽⁶⁾ Décision d'exécution (UE) 2021/260 de la Commission du 11 février 2021 portant approbation des mesures nationales visant à limiter les effets de certaines maladies des animaux aquatiques conformément à l'article 226, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 2010/221/UE de la Commission (JO L 59 du 19.2.2021, p. 1).

⁽⁷⁾ Règlement délégué (UE) 2020/691 de la Commission du 30 janvier 2020 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les dispositions applicables aux établissements aquacoles et aux transporteurs d'animaux aquatiques (JO L 174 du 3.6.2020, p. 345).

▼ **M10**

- II.2.5. À ma connaissance, et selon les déclarations de l'opérateur, les ⁽⁴⁾[animaux aquatiques visés dans la case I.27 de la partie I] ⁽⁴⁾[produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants visés dans la case I.27 de la partie I] proviennent d'animaux qui] sont originaires d'un ⁽⁴⁾[établissement] ⁽⁴⁾[habitat]:
- i) exempt de taux de mortalité anormaux sans cause déterminée; et
  - ii) où les animaux n'ont pas été en contact avec des animaux aquatiques des ⁽³⁾espèces répertoriées qui ne satisfaisaient pas aux exigences du point II.2.1.

II.2.6. Exigences en matière de transport

Des dispositions ont été prises pour transporter les animaux aquatiques décrits dans la case I.27 de la partie I conformément aux exigences énoncées aux articles 167 et 168 du règlement délégué (UE) 2020/692 et plus particulièrement pour veiller à ce que:

- II.2.6.1. lorsque les animaux sont transportés dans de l'eau, l'eau ne soit pas changée dans un pays tiers, un territoire, une zone ou un compartiment non répertorié pour l'entrée dans l'Union des espèces et catégories données d'animaux aquatiques;
- II.2.6.2. les animaux ne soient pas transportés dans des conditions compromettant leur statut sanitaire, en particulier:
  - i) lorsque les animaux sont transportés dans de l'eau, qu'elle ne modifie pas leur statut sanitaire;
  - ii) que le moyen de transport et les conteneurs aient été construits de telle sorte que le statut sanitaire des animaux aquatiques ne soit pas compromis pendant le transport;
  - iii) que le ⁽⁴⁾[conteneur] ⁽⁴⁾[bateau à vivier] ⁽⁴⁾[n'ait encore jamais servi] ⁽⁴⁾[ait été nettoyé et désinfecté] conformément à un protocole et avec des produits agréés par l'autorité compétente du ⁽⁴⁾[pays tiers] ⁽⁴⁾[territoire] d'origine avant le chargement en vue de leur expédition dans l'Union];
- II.2.6.3. entre le moment de leur chargement dans le lieu d'origine et leur arrivée dans l'Union, les animaux de l'envoi ne soient pas transportés dans la même eau ou ⁽⁴⁾[le même conteneur] ⁽⁴⁾[le même bateau à vivier] que des animaux aquatiques de statut sanitaire inférieur ou non destinés à entrer dans l'Union;
- II.2.6.4. lorsqu'il est nécessaire de renouveler l'eau dans ⁽⁴⁾[un pays] ⁽⁴⁾[un territoire] ⁽⁴⁾[une zone] ⁽⁴⁾[un compartiment] répertorié(e) pour l'entrée dans l'Union des espèces et catégories données d'animaux aquatiques, le renouvellement de l'eau s'effectue uniquement, ⁽⁴⁾[dans le cas d'un transport terrestre, à des points de renouvellement d'eau agréés par l'autorité compétente du ⁽⁴⁾[pays tiers] ⁽⁴⁾[territoire] dans lequel le renouvellement d'eau a lieu] ⁽⁴⁾[dans le cas d'un transport à bord d'un bateau à vivier, à une distance d'au moins 10 km de tout établissement aquacole situé sur le trajet du lieu d'origine au lieu de destination dans l'Union].

II.2.7. Exigences en matière d'étiquetage

Des dispositions ont été prises pour identifier et étiqueter ⁽⁴⁾[le moyen de transport] ⁽⁴⁾[les conteneurs] conformément à l'article 169 du règlement délégué (UE) 2020/692 de la Commission et plus particulièrement pour veiller à ce que:

- II.2.7.1. l'envoi soit identifié par ⁽⁴⁾[une étiquette lisible et visible placée sur la face extérieure du conteneur] ⁽⁴⁾[une mention dans le manifeste du navire en cas de transport par bateau à vivier], qui relie clairement l'envoi au présent certificat zoosanitaire/officiel;
- ⁽⁴⁾[II.2.7.2. s'il s'agit d'animaux aquatiques vivants, l'étiquette lisible et visible visée au point II.2.7.1. contienne:
  - a) des indications concernant le nombre de conteneurs de l'envoi;
  - b) le nom des espèces présentes dans chaque conteneur;

▼ **M10**

- c) des indications concernant le nombre d'animaux dans chaque conteneur pour chacune des espèces présentes;
- d) la mention suivante: «mollusques vivants destinés à la consommation humaine dans l'Union européenne»;

⁽⁴⁾[II.2.7.3. s'il s'agit de produits d'origine animale issus d'animaux autres que des animaux aquatiques vivants, l'étiquette lisible et visible visée au point II.2.7.1. contient au moins la mention suivante: «mollusques destinés à la consommation humaine après transformation ultérieure dans l'Union européenne».]

⁽⁴⁾⁽¹⁰⁾ **II.2.8. Validité du certificat zoosanitaire/officiel**

Le présent certificat est valable pendant 10 jours à compter de sa date de délivrance. En cas de transport d'animaux aquatiques par voie navigable/maritime, cette période de 10 jours peut être prolongée de la durée du trajet par voie navigable/maritime.

Notes

Conformément à l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment à l'article 5, paragraphe 4, du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, lu en liaison avec l'annexe 2 de ce protocole, les références à l'Union européenne dans le présent certificat zoosanitaire/officiel s'entendent comme incluant le Royaume-Uni en ce qui concerne l'Irlande du Nord.

Le présent certificat zoosanitaire/officiel est destiné à l'entrée dans l'Union de mollusques bivalves et de produits d'origine animale qui en sont issus destinés à la consommation humaine, y compris lorsque l'Union n'est pas la destination finale de ces mollusques bivalves vivants et des produits qui en sont issus.

Les "animaux aquatiques" sont des animaux au sens de l'article 4, point 3), du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil ^(AA). Les "animaux d'aquaculture" sont des animaux aquatiques qui font l'objet d'aquaculture au sens de l'article 4, point 7), du règlement (UE) 2016/429.

La "transformation ultérieure" désigne toute opération préalable à la mise sur le marché des animaux destinés à la consommation humaine, faisant appel à des méthodes ou techniques affectant leur intégrité anatomique, comme le fait de les saigner, de les éviscérer, de les étêter, de les trancher ou de les fileter, et produisant des déchets ou des sous-produits susceptibles d'engendrer un risque de propagation de maladies.

Tous les animaux aquatiques et produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants, auxquels la partie II.2.4. du présent certificat zoosanitaire/officiel s'applique, doivent être originaires d'un pays/d'un territoire/d'une zone/d'un compartiment apparaissant dans la colonne 2 du tableau de l'annexe XXI, partie 1, du règlement d'exécution (UE) 2021/404.

La partie II.2.4. du certificat zoosanitaire/officiel **ne s'applique pas** aux animaux aquatiques suivants, et ils peuvent donc être originaires d'un pays ou d'une région qui est répertorié(e) à l'annexe VIII du règlement d'exécution (UE) 2021/405:

- a) les mollusques qui sont conditionnés et étiquetés à des fins de consommation humaine conformément aux exigences spécifiques applicables à ces animaux énoncées dans le règlement (CE) n° 853/2004 et qui ne sont plus capables de survivre en tant qu'animaux vivants en cas de retour dans le milieu aquatique;
- b) les mollusques qui sont destinés à la consommation humaine sans transformation ultérieure, pourvu qu'ils soient conditionnés pour la vente au détail conformément aux exigences applicables à ces conditionnements énoncées dans le règlement (CE) n° 853/2004;
- c) les mollusques qui sont conditionnés et étiquetés à des fins de consommation humaine conformément aux exigences spécifiques applicables à ces animaux énoncées dans le règlement (CE) n° 853/2004 et qui sont destinés à être transformés sans entreposage temporaire sur le lieu de transformation.

Il convient de remplir le présent certificat zoosanitaire/officiel en suivant les notes fournies en la matière à l'annexe I, chapitre 4, du règlement d'exécution (UE) 2020/2235.

^(AA) Règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale («législation sur la santé animale») (JO L 84 du 31.3.2016, p. 1).

▼ **M10****Partie I:**

Case I.8: Région d'origine: indiquer la zone de production et sa classification au moment de la récolte, excepté pour les pectinidés, les gastéropodes marins et les échinodermes qui sont récoltés en dehors des zones de production classifiées.

Partie II:

- (1) La partie II.1 ne s'applique pas aux pays soumis à des exigences particulières de certification en matière de santé publique fixées dans des accords d'équivalence ou d'autres actes législatifs de l'Union.
- (2) La partie II.2 du présent certificat ne s'applique pas et doit être supprimée lorsque l'envoi se compose: a) d'espèces autres que celles répertoriées en annexe du règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission ⁽⁴⁹⁾; ou b) d'animaux aquatiques sauvages et de produits d'origine animale issus de ces animaux aquatiques qui sont débarqués de navires de pêche à des fins de consommation humaine directe; ou c) de produits d'origine animale issus d'animaux aquatiques autres que des animaux aquatiques vivants qui sont prêts pour la consommation humaine directe, sans transformation ultérieure dans l'Union.
- (3) Espèces répertoriées dans les colonnes 3 et 4 du tableau figurant en annexe du règlement d'exécution (UE) 2018/1882. Les espèces répertoriées dans la colonne 4 ne sont considérées comme vectrices que si elles remplissent les conditions énoncées à l'article 171 du règlement délégué (UE) 2020/692.
- (4) Choisir la ou les mentions qui conviennent/supprimer la ou les mentions sans objet. Dans la partie II.2.4.1, cette suppression n'est pas possible si l'envoi contient des espèces répertoriées pour l'infection à *Mikrocytos mackini* ou l'infection à *Perkinsus marinus* en dehors des circonstances visées dans la note n° 6.
- (5) Code du pays tiers/du territoire/de la zone/du compartiment tel qu'il apparaît dans la colonne 2 du tableau de l'annexe XXI, partie 1, du règlement d'exécution (UE) 2021/404.
- (6) Les parties II.2.3.1, II.2.3.2 et II.2.4 ne s'appliquent pas et doivent être supprimées si l'envoi contient uniquement les animaux aquatiques suivants:
- a) les mollusques qui sont conditionnés et étiquetés à des fins de consommation humaine conformément aux exigences spécifiques applicables à ces animaux énoncées dans le règlement (CE) n° 853/2004 et qui ne sont plus capables de survivre en tant qu'animaux vivants en cas de retour dans le milieu aquatique;
  - b) les mollusques qui sont destinés à la consommation humaine sans transformation ultérieure, pourvu qu'ils soient conditionnés pour la vente au détail conformément aux exigences applicables à ces conditionnements énoncées dans le règlement (CE) n° 853/2004;
  - c) les mollusques qui sont conditionnés et étiquetés à des fins de consommation humaine conformément aux exigences spécifiques applicables à ces animaux énoncées dans le règlement (CE) n° 853/2004 et qui sont destinés à être transformés sans entreposage temporaire sur le lieu de transformation.
- (7) Applicable uniquement lorsque l'État membre/la zone/le compartiment de destination dans l'Union a le statut "indemne de maladie" pour une maladie de catégorie C au sens de l'article 1^{er}, point 3), du règlement d'exécution (UE) 2018/1882 ou fait l'objet d'un programme d'éradication optionnel mis en place conformément à l'article 31, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/429. Dans le cas contraire, supprimer.

⁽⁴⁹⁾ Règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées (JO L 308 du 4.12.2018, p. 21).

▼ **M10**

⁽⁸⁾ Applicable lorsque l'État membre de destination dans l'Union ou une partie de celui-ci a approuvé des mesures nationales pour une maladie particulière répertoriées à l'annexe I ou II de la décision d'exécution (UE) 2021/260. Dans le cas contraire, supprimer.

⁽⁹⁾ Espèces sensibles répertoriées dans la deuxième colonne du tableau de l'annexe III de la décision d'exécution (UE) 2021/260.

⁽¹⁰⁾ Ne s'applique qu'aux envois d'animaux aquatiques vivants.

⁽¹¹⁾ À signer par:
 — un vétérinaire officiel lorsque la partie II.2 Attestation de santé animale n'est pas supprimée,
 — un certificateur ou un vétérinaire officiel lorsque la partie II.2 Attestation de santé animale est supprimée.

[Vétérinaire officiel]⁽⁴⁾⁽¹¹⁾/[Certificateur]⁽⁴⁾⁽¹¹⁾

Nom (en lettres capitales)

Date

Qualification et titre

Sceau

Signature